

Le Jihad en Palestine

François CECCALDI

Le Mouvement du Jihad Islamique en Palestine est hétéroclite : il essaie de faire la synthèse entre le combat de libération national et l'islamisme radical sunnite, proche à la fois des Frères musulmans et du Hezbollah chiïte. Ce livre en retrace l'histoire.

Recensé : Wissam Alhaj, Nicolas Dot-Pouillard et Eugénie Rebillard, *De la théologie à la libération ? Histoire du Jihad Islamiques Palestinien*, Éditions La Découverte, Paris, 2014. 250 p., 18 €.

Le Mouvement du Jihad Islamique en Palestine (MJIP - *Ḥaraka al-Jihād al-Islāmī fi Filastīn*), moins connu que les deux principaux partis palestiniens le Fatah et le Hamas, est devenu ces dernières années un acteur important du champ politique palestinien. Les auteurs de cet ouvrage apportent une contribution majeure à la connaissance de ce mouvement, au carrefour de plusieurs traditions politiques, trop souvent réduit à sa seule composante religieuse, et plus récemment militaire, offrant ainsi un éclairage nouveau sur l'histoire du mouvement national palestinien et sur l'islamisme contemporain.

Dans une introduction détaillée, les auteurs reviennent sur les caractéristiques de l'histoire du MJIP qui oscille entre deux tendances : celle d'un mouvement national qui lutte pour la libération de la Palestine et celle d'un islamisme sunnite ancré en Palestine. Ils s'attachent notamment à faire apparaître les « paradoxes » du MJIP : si le mouvement s'est d'abord construit une image de parti ultra-radical en revendiquant un usage systématique de la violence politique et en rejetant toute solution négociée avec Israël, il se fait en même temps diplomate dans les affaires intérieures palestiniennes, soucieux de ne jamais diviser le mouvement national palestinien dans sa lutte contre Israël. L'accusation régulière de proximité avec l'Islam chiïte tranche par ailleurs avec son ancrage palestinien sunnite revendiqué, qui contredit l'image d'un parti djihadiste internationalisé qui lui est souvent associée. Pour les auteurs, le MJIP tente de réaliser une synthèse à mi chemin entre le nationalisme de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et l'islamisme des Frères Musulmans. Bien que le mouvement soit islamiste, il est avant tout nationaliste et fait de la libération de la Palestine son objectif prioritaire.

Les fondements historiques du Mouvement du Jihad Islamique en Palestine

L'histoire du mouvement se structure autour de quelques jeunes intellectuels de Gaza partis étudier en Egypte à la fin des années 1970. Ni clercs, ni militants politiques, ces derniers se destinent pour la plupart à des carrières libérales ou à la fonction publique et administrative, partageant un héritage culturel et politique qui conjugue culture littéraire européenne et mouvement réformiste musulman. Comme l'ensemble du mouvement national palestinien, ils sont inspirés par 'Izz al-Dīn al-Qassām, figure emblématique de la lutte contre la présence européenne dans la région qui meurt en combattant le mandataire britannique en

1935¹. Au delà de leurs affinités intellectuelles, ils entendent surtout se distinguer des Frères Musulmans, dont certains sont issus, et de leur morale, jugée alors trop rigoriste et dans laquelle beaucoup ne se reconnaissent plus. Fathī al-Šiqāqī, considéré comme le fondateur et le théoricien du mouvement, en est un ancien membre. Issu d'une famille de Ramlah réfugiée en 1948 à Gaza, élevé dans les écoles de l'UNRWA, il fait des études de mathématiques à l'Université de Bir Zeit près de Ramallah puis de médecine en Égypte. Sans quitter complètement le giron des Frères Musulmans, beaucoup restant membres de la confrérie, le groupe d'intellectuels crée en 1976 les Avant-gardes islamiques (*Al-Ṭali'a al-Islāmyyia*) en Égypte. Rapidement, les membres s'interrogent sur leur rôle dans la lutte de libération nationale palestinienne. D'une part, ils estiment que les Frères, trop soucieux d'islamiser la société, ont délaissé le terrain de la lutte anticoloniale. D'autre part, ils reprochent au contraire aux membres du Fatah, qui ont pris la tête de la lutte contre l'occupation israélienne, un manque de religiosité. Pour reprendre les mots de Fathī al-Šiqāqī, les Avant-gardes islamiques constatent le vide politique entre « des nationalistes sans islam et des islamistes sans Palestine » (p. 47).

Le tournant idéologique et militant intervient en 1979 avec la révolution iranienne. Les auteurs reviennent longuement sur l'influence qu'a eue cette révolution sur le mouvement national palestinien et sur les Avant-gardes en particulier. « *C'est moins l'aspect religieux que la variable anti-impérialiste qui opère [...]. Les modèles de gauche, n'offrant pas d'alternative révolutionnaire dans le monde arabe, le soulèvement iranien fait désormais office de nouvelle "Utopie concrète"* » (p.49). S'ouvre ainsi une « troisième voie » en forme de synthèse, celle d'un Islam politique palestinien « à la fois nationaliste et djihadiste », entre le nationalisme séculier de l'OLP et le quietisme des Frères palestiniens. Fathī al-Šiqāqī rédige en février de la même année *Khomeini : la solution islamique et l'alternative* (p. 49). Le texte publié au Caire, puis immédiatement interdit, vaut à son auteur quatre mois d'emprisonnement. L'ouvrage déplait autant aux autorités égyptiennes qu'aux Frères Musulmans qui rompent formellement les liens avec les Avant-gardes. En octobre 1981, l'assassinat du président Anouar al-Sadate conduit à la répression des groupes islamistes installés en Égypte et consacre la rupture. La clandestinité et pour certains l'expérience carcérale favorisent la radicalisation de l'organisation dont les membres, contraints au retour, rejoignent la bande de Gaza.

Des années d'apprentissage intellectuel au militantisme politique

Les années 1980 constituent un tournant : le retour à Gaza, l'invasion du Liban par Israël en 1982 et l'exil de la centrale palestinienne à Tunis transforment le groupe d'intellectuels en un groupe de militants. Les Avant-gardes se dotent d'un organe de propagande, L'Avant-garde islamique (*Al-Ṭali'a al-Islāmyyia*), dont la première publication date de décembre 1982, et changent de nom pour devenir le Courant islamique révolutionnaire (*al-Tayyār al-Islāmī al-Ṭawurī*). Celui-ci progresse en prêchant principalement dans les mosquées et les universités, s'implantant ainsi sur le terrain privilégié des Frères Musulmans. L'administration israélienne, inquiète des avancées politiques du mouvement, arrête une vingtaine de ses membres dont Fathī al-Šiqāqī, qui est détenu onze mois. Loin d'affaiblir le Courant Islamique, l'expérience carcérale le structure et élargit sa base militante au contact d'autres détenus, notamment des membres de la gauche palestinienne dont certains sont actifs dans la lutte armée. Le MJIP établit ainsi un lien avec les Brigades du Jihad Islamique (SAJA - *Saraya al-Jihād al-Islāmī*) avec lesquelles il entreprend, dès 1983, le rapatriement de la lutte armée de l'extérieur vers les Territoires

¹ 'Izz al-Dīn al-Qassām est né à Jabala en Syrie en 1882. Il s'engage dans la lutte contre le mandataire français en Syrie puis britannique en Palestine. Il meurt en novembre 1935 dans des combats au nord de Jénine.

palestiniens. En raison des difficultés à se procurer des armes dans les Territoires, les mouvements djihadistes lanceront, jusqu'en 1987, des séries d'attaques à l'arme blanche aussi appelées « guerre des couteaux » (*Ma'araka al-Sakakīn*).

À la veille de la première Intifada, l'atmosphère dans les Territoires palestiniens est extrêmement tendue. L'objectif des groupes islamistes de rapatrier la lutte armée dans les Territoires a fonctionné. Les Frères Musulmans, qui prennent conscience des limites de leur stratégie politique, s'y engagent à leur tour. À l'initiative de certains de leurs membres, le Hamas est créé à la fin de l'année 1987. Pour le Courant Islamique, le bilan de la première Intifada est mitigé. Tout en revendiquant sa préparation voire son déclenchement, le mouvement est, faute d'une base militante large, dépassé par l'OLP et les Frères. L'arrivée du Hamas sur son terrain et la direction stratégique prise par l'OLP à la fin des années 1980² affaiblit le mouvement. En 1988, la répression israélienne conduit à l'exil forcé au Liban de plusieurs membres du MJIP dont Fathī al-Šiqāqī. L'invasion du Liban en 1982, loin d'éloigner le mouvement de la lutte armée, le met au contact d'autres traditions militantes et notamment du Hezbollah puis, plus tard, de l'Iran et de la Syrie, pays où le mouvement s'installe à partir de 2000.

Les auteurs notent cependant que le succès politique du MJIP n'est pas isolé mais s'inscrit dans une tendance générale de progression des courants islamistes au début des années 1980 que plusieurs facteurs expliquent : le chiisme révolutionnaire d'abord, qui a bénéficié d'une grande adhésion au sein des groupes islamistes et a fait naître de nouveaux espoirs tout en pointant la crise des idéaux socialistes et nationalistes arabes ; l'invasion du Liban ensuite, qui contraint la centrale palestinienne à l'exil et met fin aux espoirs placés par les gauches libanaises et arabes dans la révolution palestinienne.

Le processus d'Oslo ou la période de structuration politique

La période qui s'ouvre avec la signature des accords d'Oslo est un moment de structuration politique pour le mouvement. En 1992, celui-ci tient son premier congrès et prend son nom définitif : le Mouvement du Jihad Islamique en Palestine (MJIP). Il se dote d'un manifeste, de statuts internes et d'une direction politique. À l'issue du congrès, l'Islam demeure la base du mouvement mais son but est la « Libération de la Palestine [...] arabe et islamique [...] de la mer au fleuve ». Jamais mentionné, l'État d'Israël est évacué au profit d'un « projet colonialiste occidental contemporain ». Comme le soulignent les auteurs, le programme du MJIP ressemble davantage à la Charte de l'OLP de 1969 qu'au programme du Hamas.

Ce moment de structuration politique et d'autonomisation se caractérise par deux tendances majeures. D'une part, le mouvement s'engage, avec d'autres partis politiques, dans un « front du refus »³, en particulier avec le Hezbollah avec qui il noue un « partenariat stratégique ». Face à son rejet déterminé des accords d'Oslo, le MJIP gagne en crédibilité et se trouve à l'avant-garde de la contestation politique. Ses critiques s'adressent en particulier à l'OLP accusée d'avoir renoncé à revendiquer l'ensemble de la Palestine mandataire en négociant avec les Israéliens (bien que le principe soit entériné dès 1988 au CNP d'Alger). La représentativité de l'organisation est par ailleurs contestée : certes elle est la seule représentante légitime du peuple palestinien mais pour autant, certaines factions islamistes et nationalistes qui ne reconnaissent pas sa charte n'en font toujours pas partie. Par ailleurs, le

² En 1988, lors du Conseil National Palestinien (CNP) qui se tient à Alger, l'OLP accepte de négocier une solution sur la base de deux États.

³ Notamment avec le Hamas, le Hezbollah, le Baath syrien et d'autres mouvements de la gauche arabe.

MJIP n'a jamais renoncé à la violence politique (ce qui le distingue du Hamas, capable de concéder des trêves) et la vague d'attentats suicides dans laquelle il s'engage durant cette période conduit à l'assassinat de Fathī al-Šiqāqī, tué à Malte en 1995 par les services secrets israéliens. Les auteurs remarquent que si l'espace de contestation se rétrécit, la radicalité tend en revanche à se renforcer. Le MJIP fait face à une double répression, celle des Israéliens et celle de l'Autorité palestinienne qui, avec la signature des accords d'Oslo, s'est engagée dans une coopération sécuritaire avec Israël. À la veille de la seconde Intifada en 2000, le mouvement est très affaibli par cette répression mais son refus continu des accords lui donne un certain crédit, légitimé notamment par l'essoufflement du processus d'Oslo. C'est donc une période où l'identité du mouvement se forme dans la radicalité politique et le refus de la négociation.

De la seconde Intifada à nos jours : le développement exponentiel du MJIP

Si la décennie qui suit la signature des accords d'Oslo est une période de structuration politique pour le MJIP, celle des années 2000 correspond à son développement politique et militaire. La colonisation continue des Territoires, l'absence de négociation des questions du statut permanent et l'échec des accords de Camp David en juillet 2000 confortent le MJIP dans ses analyses et accréditent l'idée d'un échec du processus. Comme l'ensemble du mouvement national palestinien, le MJIP s'engage rapidement dans l'Intifada, notamment par la voie militaire : entre 2000 et 2004, le mouvement revendique 28 attentats⁴. À la stratégie des attentats suicides du milieu des années 1990 et du début des années 2000 succède celle des tirs de roquettes depuis Gaza, son fief historique, qui entretient l'idée d'une « pureté combattante » du mouvement.

Outre le recours systématique à la lutte armée, le MJIP se caractérise par un « non-alignement stratégique » pour tout ce qui touche aux affaires intérieures palestiniennes. Lorsque le Hamas et le Fatah s'opposent à l'été 2007 dans la bande de Gaza, il tente une médiation entre les deux partis. Là encore, la lutte contre Israël prime sur toute autre considération.

Sur la scène internationale, le MJIP entretient ses liens avec le Hezbollah qui fait figure de modèle pour avoir réussi à libérer des territoires sans négociations, et la Syrie, où il s'est récemment installé. Dans la crise syrienne, le MJIP conserve une « distanciation » : il ne prend pas les armes en faveur des insurgés syriens sans être tout à fait aligné au régime.

Conclusion

Le MJIP est un mouvement à l'héritage idéologique pluriel, voire « hétéroclite » qui échappe aux catégories classiques des mouvements islamistes régionaux. Tout en revendiquant un ancrage territorial palestinien sunnite, le mouvement ne cache pas sa fascination pour le chiisme révolutionnaire incarné par l'Iran ou encore pour la lutte que mène le Hezbollah au Liban contre Israël. Ces affinités sont moins le fait d'une attirance pour le chiisme, dont il récuse l'influence, que d'un combat anti-impérialiste de type tiers-mondiste dont Israël et les États-Unis sont les premières cibles.

La libération nationale est l'objectif prioritaire du MJIP. L'aspect théologique est une base mais ni une fin, ni un moyen. Comme le rappellent les auteurs, « s'il y a une seule théologie pour le Mouvement du Jihad islamique en Palestine, c'est bien celle de la libération nationale ». Le moyen reste la lutte armée que le MJIP n'a jamais reniée, quelles qu'en soient

⁴ Les auteurs comptent 135 attaques-suicides à la bombe réalisés par les groupes armés palestiniens entre 2000 et 2004.

les formes, le politique passant d'après lui par le militaire. Le recours systématique à la violence politique et le rejet absolu de toute forme de négociation fait du MJIP un parti ultra radical pour Israël. Sa faiblesse est aussi une force : si sa radicalité l'isole sur la scène internationale, elle lui donne au contraire un certain crédit chez les Palestiniens qui y voient une forme de cohérence politique. Son souci de garantir l'unité du mouvement national palestinien dans sa lutte contre Israël et son rôle de médiateur dans les affaires intérieures palestiniennes lui assurent l'image d'un parti modéré. Il n'en demeure pas moins qu'il sait se distinguer des autres mouvements palestiniens, le Hamas et le Fatah notamment, à qui il s'oppose régulièrement en raison de divergences politiques et stratégiques.

Avec ce premier ouvrage sur l'histoire du MJIP, les auteurs apportent une contribution importante et inédite sur un mouvement encore peu connu qui joue pourtant un rôle déterminant dans le champ politique palestinien. Ils offrent ainsi de nouvelles pistes de réflexion sur l'histoire des mouvements islamistes en Palestine mais aussi, plus largement, sur la question de l'islamisme contemporain et de ses liens avec une « matrice révolutionnaire universaliste ». Le livre invite également à s'interroger sur la réforme de l'OLP et l'intégration des mouvements palestiniens – le MJIP et le Hamas notamment – au projet national. Alors que plusieurs partis à la marge de l'OLP lui reprochent – entre autre – de ne pas représenter l'ensemble du peuple palestinien, plusieurs initiatives visant à les intégrer ont été lancées (Accords inter-palestiniens du Caire de mars 2005, création de comités de consultation et de dialogue, etc.). On trouvera donc dans cet ouvrage des clés d'analyse pour comprendre l'avenir de l'organisation dont la représentativité et la légitimité sont contrariées et dont les évolutions contribuent à une recomposition du paysage politique palestinien.

Publié dans laviedesidees.fr, le 22 avril 2015

© laviedesidees.fr